



PANORAMA

DES CAISSES DE DÉPÔTS D'AFRIQUE



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT



On behalf of



Federal Ministry
for Economic Cooperation
and Development



giz Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH



Ministerie van
Justitie en Veiligheid

BÉNIN

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS DU BÉNIN (CDC)

Acte **Loi n° 2018-38 du 07 septembre 2018**

Statut de l'institution **En cours d'installation**

Organisme public, la Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin est appelée à recevoir les consignations administratives et judiciaires ainsi que les cautionnements. La CDC Bénin devrait également gérer les fonds publics ou privés que le législateur aura placés sous sa protection. De façon spécifique, elle a pour missions :

- de contribuer à l'impulsion du développement économique et social du Bénin;
- d'accompagner le développement des petites et moyennes entreprises;
- de créer un environnement favorable à la promotion du secteur privé et à la réalisation d'infrastructures de développement par la captation de ressources oisives.



BURKINA-FASO

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS DU BURKINA-FASO (CDC-BF)

Acte **Loi n° 023-2017/AN du 09 mai 2017**

Statut de l'institution **En cours d'installation**

Etablissement public financier à statut spécial, la CDC-BF a reçu une dotation initiale de 30.48 millions d'euros allouée par l'Etat. Les ressources de la CDC-BF sont constituées des fonds de la Caisse Nationale d'Epargne, des chèques postaux et des caisses de retraite, des différentes consignations administratives et judiciaires ainsi que de certains fonds en conservation auprès des notaires et des cautions versées auprès des établissements de services publics. Ses missions principales sont entre autres:

- d'assurer le financement des projets d'intérêt public ;
- d'effectuer les opérations de marchés et appuyer les politiques publiques conduites par l'Etat et les collectivités territoriales en matière de développement.

Gouvernance Placée sous le contrôle du parlement, la CDC-BF dispose d'un organe de gouvernance, la commission de surveillance, composé de onze (11) membres : cinq (5) députés, deux (2) personnalités qualifiées nommées par le Président de l'Assemblée nationale et quatre (4) personnalités qualifiées nommées par le Ministre des finances. Un Caissier général a prêté serment le 23 Août 2019, clôturant ainsi les nominations des représentants statutaires au sein de l'institution, après celles du Directeur Général et des membres de la commission de surveillance.

Total Fonds Propres
30.48 Millions d'euros (2018)

CAMEROUN

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS DU CAMEROUN (CDEC)

Acte **Loi n° 2008/003 du 14 avril 2008**

Statut de l'institution **En cours d'installation**

Le décret portant organisation et fonctionnement de la Caisse de dépôts et de Consignations du Cameroun a été signé le 15 avril 2011.

Des dispositions d'ordre général contenues dans la loi du 14 avril 2008 situent sur le rôle des institutions en charge des dépôts et consignations au Cameroun. Il est attendu que la CDEC joue un rôle important dans le financement des grands projets d'infrastructures au Cameroun.

Les ressources de l'institution proviendraient d'une part des consignations administratives, juridiques et correctionnelles, et d'autres parts, des fonds des clients détenus par les auxiliaires de justice, des dépôts effectués par les notaires, les administrateurs et les mandataires en exécution de leurs fonctions, des fonds issus des comptes inactifs des établissements bancaires, des fonds de contrepartie et des fonds destinés aux indemnisations pour expropriation pour cause d'utilité publique.



CONGO

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS DU CONGO (CDC)

Acte **Non disponible**

Statut de l'institution **En cours d'installation**

Le projet de loi portant création de la Caisse des Dépôts et des Consignations du Congo a été adopté par le Sénat, au cours de la séance plénière du 19 décembre 2013. Cet établissement public à caractère industriel et commercial aura pour mission principale de garantir la sécurité et la liquidité de l'épargne réglementée, la transformation de cette épargne en prêts à long terme et la mobilisation des ressources pour le financement de l'économie nationale. La CDC-Congo contribuera également :

- à la promotion des logements sociaux,
- à l'aménagement du territoire national ;
- à l'octroi des prêts aux collectivités locales et aux entreprises ;
- au financement du développement local ; et
- au placement des fonds reçus.

Pour l'exécution de sa mission, la Caisse des Dépôts et Consignations disposera de toutes ressources qui lui seraient confiées par voie législative, réglementaire ou par tout organisme public.

CÔTE D'IVOIRE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS DE CÔTE D'IVOIRE (CDC-CI)

Acte **Loi n°2018-574 du 13 juin 2018**

Statut de l'institution **Active**

La Caisse des Dépôts et Consignations de Côte d'Ivoire est au service de l'intérêt général et du développement économique du pays. L'institution appuie les politiques publiques conduites par l'Etat et les collectivités locales. Etablissement public, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière et placé sous la tutelle du ministère chargé des finances, La CDC-CI dispose d'une dotation initiale de 1,47 million d'euros. Ses missions spécifiques sont entre autres de :

- gérer les dépôts et conserver les valeurs appartenant aux organismes et aux fonds qui y sont tenus ou qui le demandent;
- protéger et gérer l'épargne populaire qui lui est confiée;
- financer les besoins longs des très petites, petites et moyennes entreprises;
- financer les investissements en infrastructures de développement territorial; et
- effectuer des opérations sur les marchés de capitaux.

Gouvernance La commission de surveillance constitue l'organe de gouvernance. Quatre (4) membres parmi les 13 qui composent cette commission sont des experts indépendants. La commission de surveillance dispose en outre en son sein de quatre comités spécialisés sur :

- les risques;
- les investissements et les placements;
- le contrôle et l'audit; et
- le recrutement et les rémunérations.

La Présidence de ces commissions est assurée par un commissaire indépendant.

Contact 11, Av. Joseph Anoma, Immeuble SMGL, 4^{ème} étage
17 B.P. 226 Abidjan- Tel.: (225) 20 23 88 00/01

GABON

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS DU GABON (CDC GABON)

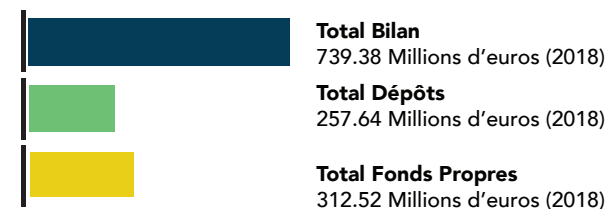
Acte **Loi n°45/2010 du 12 janvier 2011**

Statut de l'institution **Active**

La CDC Gabon est un établissement public à caractère industriel et commercial, placé sous la tutelle du Ministère de l'économie et des finances. La CDC Gabon a pour missions principales de mobiliser l'épargne réglementée et les fonds affectés, d'assurer leur sécurité et de délivrer les services financiers liés aux professions juridiques (notaires, avocats, huissiers, greffiers). Elle assure également la gestion des avoirs en déshérence auprès d'institutions financières. En tant qu'investisseur et prêteur de long terme, la CDC Gabon procède à des investissements en capital dans les secteurs stratégiques et finance les infrastructures d'intérêt général prioritaires. Avec une dotation initiale de 15 millions d'euros, la CDC Gabon a déployé une série d'activités dans deux secteurs économiques clés au Gabon : l'immobilier et l'énergie.

Gouvernance Le comité de bonne gouvernance est l'organe de surveillance. Trois (3) comités complètent les organes de contrôle:

- le comité d'audit et des risques;
- le comité des ressources humaines et de rémunérations; et
- le comité de suivi et des décisions et recommandations.



Contact 303, Rue Jean Ndendé, Immeuble Orchidia
B.P. 8820 Libreville- Tel.: (241) 01 77 01 15 / www.cdc-gabon.ga

MAROC

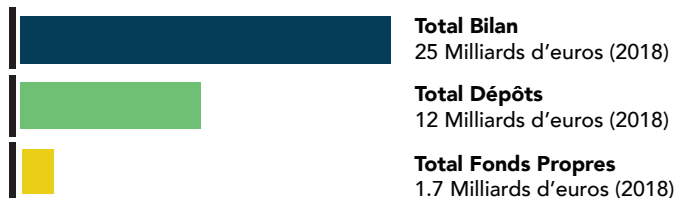
CAISSE DE DÉPÔT ET DE GESTION DU MAROC (CDG)

Acte: Dahir (décret royal) n° 1-59-074 du 10 février 1959

Statut de l'institution Active

La CDG est une institution financière publique qui joue un rôle majeur dans l'économie marocaine. Son bilan consolidé pèse plus de 20% du PIB national. Le modèle économique de la CDG s'appuie sur deux piliers : collecter et sécuriser l'épargne réglementée, notamment les contributions à la sécurité sociale, la Caisse d'Epargne Nationale, les dépôts des professions juridiques et les consignations et canaliser l'épargne de long terme vers des investissements rentables et générateurs de croissance. Le Groupe CDG a adopté depuis 2017 trois (3) principaux modes d'intervention : il intervient en tant qu'expert pour le compte de l'Etat et d'acteurs tiers, co-financeur des collectivités territoriales et des PME et investisseur stratégique tourné vers le développement du tissu productif dans des secteurs clés de l'économie. Son organisation s'articule autour de 4 grands domaines d'activité : gestion de l'épargne et prévoyance, développement territorial, tourisme et banque, finance et investissement.

Gouvernance La CDG a adopté un mode collégial de décision, de supervision et de contrôle : la commission de surveillance est présidée par le Gouverneur de la banque centrale et composée de deux magistrats de la Cour de cassation, d'un représentant de la Primature et d'un représentant du Ministre de l'économie et des finances. Aux 3 comités centraux du Groupe, s'ajoutent le comité d'audit et des risques et celui des investissements et de la stratégie.



Contact Place Moulay El Hassan

B.P. 408 Rabat- Tél.: (212) 5 37 66 90 00 - www.cdg.ma

MAURITANIE

CAISSE DES DÉPÔTS ET DE DÉVELOPPEMENT DE MAURITANIE (CDD)

Acte: Loi n° 027/2011

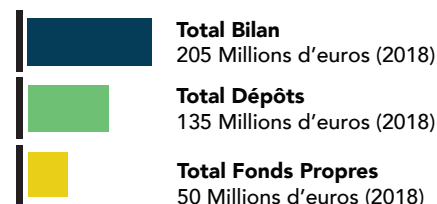
Statut de l'institution Active

Institution financière publique dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, la CDD apporte un appui aux politiques publiques conduites par l'Etat et les collectivités locales. Au service de l'intérêt général et du développement économique et social de la Mauritanie, l'institution est chargée notamment:

- de la collecte et de la gestion de l'épargne nationale, publique et privée;
- de l'octroi des crédits;
- de la gestion des mandats confiés;
- de la participation à certains financements de projets identifiés; et
- de la mobilisation de ressources sur les marchés de capitaux nationaux et internationaux.

Au 31 décembre 2018, la CDD a contribué au financement de l'emploi à travers le Fonds de Soutien à l'Emploi et des PME pour un montant total 52.73 millions d'euros.

Gouvernance La CDD dispose d'un conseil d'orientation stratégique présidé par le Premier ministre et d'une commission de surveillance propre à chaque direction opérationnelle. Un Caissier général est en charge de la conservation des ressources.



Contact Rue Oumar, îlot V32 - B.P. 5005 Nouakchott

Tél.: (222) 45 25 44 52/ (222) 45 25 07 55 - www.cdd.gov.mr

NIGER

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS (CDC NIGER)

Acte: Décret 2016-353/PRN/MF du 08 juillet 2016
Statut de l'institution Active

La CDC Niger a pour missions de gérer les capitaux de divers organismes, fonds de solidarité et fonds de garantie ou d'assurance et de recevoir les consignations de toute nature, en numéraires ou en valeurs, prévues par une disposition législative ou réglementaire ou ordonnées par une décision administrative ou judiciaire. Etablissement public de financement, doté de la personnalité morale et jouissant de l'autonomie financière et de gestion, elle a également pour missions de promouvoir et participer au financement du logement social, promouvoir le financement des PME, financer l'équipement des collectivités locales, participer au financement de la restructuration de la voirie et de l'assainissement des centres urbains ainsi qu'aux levées de fonds pour le compte de l'Etat du Niger.

Gouvernance La CDC est administrée par une commission de surveillance composé de 10 membres dont deux (2) députés et des représentants du Conseil d'Etat, de la Chambre de commerce, de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, de la Caisse Autonome des Retraites du Niger, du cabinet du Premier Ministre, du ministère de la justice et du ministère des finances.

Total Dépôts
3.85 Millions d'euros (2018)

SÉNÉGAL

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS (CDC SÉNÉGAL)

Acte: Loi 2006-03 du 04 janvier 2006
Statut de l'institution Active

La CDC Sénégal reçoit les dépôts d'un certain nombre d'officiers ministériels et d'auxiliaires de la justice et finance notamment des projets d'intérêt général et l'économie du pays à travers les PME-PMI. L'organisation mobilise des ressources pour assurer le financement des secteurs prioritaires clairement identifiés par le législateur. Elle contribue également au financement de la politique de la ville, des travaux d'équipement des collectivités locales et des petites et moyennes entreprises. La CDC Sénégal intervient sur le marché financier régional ouest africain (BRVM) et prend des participations dans le capital de sociétés. Elle est aussi appelée à jouer le rôle d'investisseur institutionnel de long terme.

Gouvernance La CDC Sénégal est placée sous le contrôle d'une commission de surveillance composée de douze (12) membres désignés par l'Assemblée nationale, la Présidence de la République, la Primature, la Cour Suprême, le Ministère chargé des finances, les chambres consulaires (union des chambres des métiers et union des chambres de commerce) et la Caisse Nationale d'Epargne. La commission de surveillance comporte en son sein un comité d'audit et de risques et un comité d'investissement. Un Caissier général a la charge de la conservation des valeurs.

Total Bilan
196 Millions d'euros (2017)



Contact Zone des Ambassades à Kouara Kano, sise derrière l'Ambassade de Chine, Niamey- B.P. 4024 www.cdcniger.com

Contact 9927 Voie de dégagement N, 14463 Dakar CD
Tel.: (221) 33 859 23 48 - www.cdc.sn

TUNISIE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS (CDC)

Acte: Décret- loi n° 2011-85 du 13 septembre 2011

Statut de l'institution **Active**

La Caisse des Dépôts et Consignations est chargée de transformer les dépôts nationaux en investissements de long terme. Etablissement public, la CDC tunisienne intervient aussi bien dans les grands projets structurants à caractère stratégique qu'au niveau des PME tunisiennes à fort potentiel. Elle affecte également les ressources mobilisées dans des placements en titres publics garantis par l'Etat, des investissements d'infrastructures et des grands projets structurants. L'organisation soutient les PME et intervient sur le marché financier national. Ses ressources proviennent notamment de consignations (326 millions d'euros), de dépôts de la Caisse d'épargne nationale tunisienne (CENT) (1 794 millions d'euros), des ressources de l'Etat (8 millions d'euros) et de lignes sous gestion (8.2 millions d'euros).

Gouvernance La commission de surveillance est présidée par le Ministre des Finances. Des représentants de six (6) ministères, de la Banque Centrale, de l'Office National des Postes et deux (2) membres indépendants siègent également au sein de la commission. Trois (3) comités complètent les organes de contrôle:

- le comité permanent des ressources et emplois;
- le comité permanent des risques; et
- le comité permanent de contrôle et d'audit.



QUI SOMMES-NOUS ?

Le Partenariat «Making Finance Work for Africa» (MFW4A) est une initiative visant à soutenir le développement des secteurs financiers africains. Nous sommes une plateforme unique pour les Gouvernements africains, le secteur privé et les partenaires au développement dans la coordination des projets de développement du secteur financier à travers le continent, afin d'éviter la duplication et de maximiser l'impact de développement.

Le Secrétariat MFW4A a été créé comme organe exécutif du Partenariat pour travailler à la réalisation de ses objectifs généraux. Bien qu'étant hébergé par la Banque africaine de développement (BAD) à Abidjan, en Côte d'Ivoire, le Secrétariat demeure une entité indépendante.

VISION

Les Partenaires de MFW4A partagent la même vision d'un système financier africain innovant, robuste, compétitif et diversifié, offrant un accès quasi universel à l'horizon 2030 et une gamme complète de produits et services au service du continent.

MISSION

Notre mission est d'être la plateforme de référence pour le plaidoyer, le partage des connaissances et la coopération sur le développement du secteur financier en Afrique.



Contact 07, Rue Abou Hamed El Ghazali, Jardins du Japon
Montplaisir, 1073 Tunis / www.cdc.tn



Partenariat Making Finance Work for Africa (MFW4A)
Banque africaine de développement
Immeuble CCIA, 19ème étage
Rue Jean Paul II
Abidjan, Côte d'Ivoire
Tél: +225 20 26 52 71
Courriel : secretariat@mfw4a.org